



AVRIL
2024

La politique russe d'Emmanuel Macron : étapes et racines d'une nouvelle approche, 2017-2024



Centre
Russie/Eurasie

Dimitri MINIC

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

Avec le soutien du Zentrum Liberale Moderne (LibMod)

ISBN : 979-10-373-0856-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Rencontre entre le président Vladimir Poutine et le président Emmanuel Macron en visite au Kremlin, 7 février 2022 © EyePress News/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Dimitri Minic, « La politique russe d’Emmanuel Macron : étapes et racines d’une nouvelle approche, 2017-2024 », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 133, Ifri, avril 2024.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Eurasie.Visions

Éditée par le Centre Russie/Eurasie, la collection numérique *Russie.Eurasie.Visions* (anciennement *Russie.Nei.Visions*) est devenue une référence, dont les articles sont publiés en trois langues (français, anglais et russe). S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus et sur des jeunes chercheurs prometteurs, elle offre des analyses originales destinées aux décideurs publics comme privés, aux chercheurs, ainsi qu'à des publics plus larges intéressés par la zone.

Auteur

Dimitri Minic est chercheur au Centre Russie/Eurasie de l'Ifri. Il est docteur en histoire des relations internationales de Sorbonne Université (2021). Sa thèse de doctorat s'intitule « Contourner la lutte armée : la pensée stratégique russe face à l'évolution de la guerre, 1993-2016 ». Ses recherches portent sur la pensée stratégique russe, l'armée russe et les capacités hybrides et de haute intensité russes. Il travaille également sur la culture stratégique des élites politico-militaires russes et la perception des menaces. Il a récemment publié :

- [« Que pense l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? Critiques, recommandations, adaptations »](#) (Ifri, septembre 2023)
- [« How the Russian Army Changed its Concept of War, 1993-2022 »](#) (*Journal of Strategic Studies*, mai 2023).

Il est également l'auteur de [*Pensée et culture stratégiques russes : du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*](#) (Paris, Maison des sciences de l'homme, avril 2023), pour lequel il a reçu le Prix Thibaudet.

Résumé

La France tient vis-à-vis de la Russie une position ambivalente depuis des décennies, une position en partie fondée sur des mythes, des projections et des ambitions peu réalistes. Les deux pays se sont historiquement et principalement perçus comme des appuis, voire des alliés potentiels, dans des rivalités respectives sur le continent européen et ailleurs dans le monde. Toutefois, la relation franco-russe a progressivement connu une forme de « banalisation » sous les présidences de Nicolas Sarkozy et, surtout, de François Hollande.

Si Emmanuel Macron a cherché à poursuivre la politique de « dialogue et de fermeté » de son prédécesseur, il a aussi prôné, comme Barack Obama en 2009, une politique de *reset* avec la Russie. Les efforts du président français ont été largement vains, symboliques et unilatéraux, en partie parce qu'il a sous-estimé la fragilité et les faibles perspectives structurelles de la relation franco-russe, ainsi que l'expérience de ses prédécesseurs et les intentions et la culture politico-stratégique de la Russie

Cependant, dès 2022-2023, la politique russe d'Emmanuel Macron a connu une profonde mutation. Le changement d'approche très progressif du président français est le fruit d'une triple prise de conscience : celle de la radicalité de la politique russe et de la nécessaire adoption d'une posture plus dure pour peser dans le rapport de force ; celle de s'être bercé d'illusions dans sa relation avec Vladimir Poutine ; et, surtout, la prise de conscience que sa politique russe compromettrait son projet européen et la crédibilité de la France en Europe.

Si la nouvelle approche d'Emmanuel Macron semble plus cohérente, les divergences de vues avec les partenaires européens – notamment l'Allemagne – et la réticence de la France à investir massivement dans son industrie de défense la rendent incertaine.

Abstract

France's position towards Russia has been ambivalent for decades, partly based on myths, projections and unrealistic ambitions. Historically, France and Russia have mainly seen each other as potential allies in their respective rivalries on the European continent and elsewhere in the world. However, the Franco-Russian relationship gradually underwent a form of "banalization" under the presidencies of Nicolas Sarkozy and, above all, François Hollande.

While Emmanuel Macron has sought to continue his predecessor's policy of "dialogue and firmness", he has also advocated, like Barack Obama in 2009, a policy of reset with Russia. The French president's efforts have been largely futile, symbolic and one-sided, partly because he has underestimated the fragility and poor structural prospects of the Franco-Russian relationship, as well as the experience of his predecessors and Russia's political-strategic intentions and culture.

However, by 2022-2023, Emmanuel Macron's Russian policy has undergone a profound transformation. The French president's very gradual change of approach was the result of a threefold realization: that Russian policy was radical and that a tougher stance was needed to influence the balance of power; that he had deluded himself in his relationship with Vladimir Putin; and, above all, that his Russian policy was compromising his European project and France's credibility in Europe.

While Emmanuel Macron's new approach seems more coherent, differences of opinion with European partners – notably Germany – and France's reluctance to invest massively in its defense industry make it uncertain.

Sommaire

INTRODUCTION	6
D'ILLUSIONS EN ÉCHECS : LA POLITIQUE RUSSE D'EMMANUEL MACRON, 2017-2022.....	9
UNE NOUVELLE APPROCHE FONDÉE SUR LE RAPPORT DE FORCE ...	13
POURQUOI LA NOUVELLE APPROCHE ?.....	16
UN TOURNANT DANS LA NOUVELLE APPROCHE ?	20
CONCLUSION	23

Introduction

La France tient vis-à-vis de la Russie une position ambivalente depuis des décennies, une position en partie fondée sur des mythes, des projections et des ambitions peu réalistes.

La France comme la Russie se sont historiquement et principalement perçues comme des appuis, voire des alliés potentiels dans des rivalités respectives sur le continent européen et ailleurs dans le monde¹. Rivalités au cœur desquelles se trouvaient, à partir du second xx^e siècle, la place et l'influence réelles ou prétendues des États-Unis. Cela explique à la fois la persistance de cette volonté de rapprochement et les limites de cette relation, bien plus fantasmée qu'effectivement vécue, rendant la relation franco-russe intrinsèquement fragile. Trois écueils majeurs ont conditionné les faibles perspectives de la relation franco-russe, sans, pour autant, jamais entraver le dialogue : premièrement, la question des valeurs et des principes ; deuxièmement, le rapport différent aux États-Unis ; troisièmement, les divergences de vues et d'approches entre la France et l'Allemagne sur la nature du rapprochement à opérer entre l'Europe et la Russie. La relation franco-russe a progressivement connu une forme de « banalisation » sous les présidences de Nicolas Sarkozy et, surtout, de François Hollande². Le dialogue n'était pas rejeté et la position historique de la France sur le refus de l'adhésion de l'Ukraine à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et à l'Union européenne (UE) restait inchangée, mais les intentions n'étaient plus les mêmes, passant d'une posture d'« écoute », et même d'empathie, sous Jacques Chirac, à une position pragmatique pour la sécurité européenne³.

Si Emmanuel Macron a cherché à poursuivre la politique de « dialogue et de fermeté » de son prédécesseur (en prorogeant les sanctions imposées à la suite de l'annexion de la Crimée, en écartant tout nouveau contrat d'armement et en formulant d'acertes critiques contre Moscou⁴), il a aussi prôné, comme Barack Obama en 2009, une politique de *reset* avec la Russie ; une double approche incarnée par la rencontre avec

La version originale de cet article a été publiée en anglais pour le Zentrum Liberale Moderne et est disponible sur : <https://libmod.de>.

1. I. Facon, « La relation France-Russie à l'épreuve », *Annuaire français des relations internationales*, vol. XVI, 2015, p. 118.

2. *Ibid.*

3. A. de Tinguy, « Russie : la France en quête de paradigme », Les Dossiers du CERI, Sciences Po, avril 2017, disponible sur : www.sciencespo.fr.

4. C. Marangé et S. Stewart, « French and German Approaches to Russia », Chatham House, 30 novembre 2021, disponible sur : www.chathamhouse.org.

Vladimir Poutine, à Versailles, en 2017, et le lancement du Dialogue de Trianon⁵. Les efforts d'Emmanuel Macron ont été largement vains, symboliques et unilatéraux. Le président français a sous-estimé la fragilité et les faibles perspectives structurelles de la relation franco-russe, l'expérience de ses prédécesseurs ainsi que les intentions et la culture politico-stratégique de la Russie⁶. Cette politique de rapprochement, et même d'inclusion, fut finalement très contreproductive pour son projet européen, qui se trouve pourtant au cœur de ses ambitions. La prétention de la France à être une « puissance d'équilibre(s) » et « médiatrice » et sa volonté d'ancrage dans la tradition « gaullo-mitterrandienne » se sont révélées contradictoires avec les ambitions européennes d'Emmanuel Macron (notamment d'autonomie stratégique européenne), qui, oscillant entre un « programme souverainiste » et un « programme libéral », a forgé une « idée incertaine » de l'Europe⁷. Ces perspectives typiques d'un « gaullisme romancé » portaient en elle les contradictions d'une politique française post-guerre froide qui a confondu les moyens (autonomie) et les fins (la grande stratégie) de la politique étrangère gaullienne, empêché une réflexion sérieuse sur la transformation profonde du système international après 1991 et contribué à sous-estimer l'hostilité réelle et potentielle d'acteurs comme la Russie⁸.

L'approche du président français s'est avérée stérile et délétère dans le cas russe, d'une part en démontrant la désunion et la fragilité de l'UE, et d'autre part en donnant de faux espoirs au Kremlin⁹. Fondée sur des illusions tenaces et traditionnelles en France sur la Russie – où se mêlent une lecture russo-centrée de l'histoire de l'Europe orientale ainsi que l'idée que la culture permettrait de dépasser les désaccords politiques¹⁰ –, confortées par des conseils de personnalités officielles et officieuses peu lucides sur la Russie post-soviétique (Hélène Carrère d'Encausse, Jean-Pierre Chevènement, Hubert Védrine...)¹¹, la politique russe d'Emmanuel Macron s'est progressivement révélée inféconde en 2021-2022 et a isolé la France en Europe.

5. Conférence de presse conjointe d'Emmanuel Macron et de Vladimir Poutine sur les relations franco-russes et sur les conflits en Syrie et en Ukraine, à Versailles le 29 mai 2017, disponible sur : www.vie-publique.fr.

6. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 2023.

7. Voir S. Faure, « Une idée incertaine de l'Europe. Comprendre les ambiguïtés stratégiques d'Emmanuel Macron », *Les Champs de Mars*, 2020/1 (n° 34), p. 150-151, 166-167.

8. O. Schmitt, « The Reluctant Atlanticist: France's Security and Defence Policy in a Transatlantic Context », *Journal of Strategic Studies*, vol. 40, n° 4, 2016, p. 465, 470. Voir aussi J.-S. Mongrenier, *Le Monde vu de Russie*, Paris, Presses universitaires de France, 2020, p. 146-151.

9. M. Mendras, « France's Autocritique of Its "Russia First, Ukraine Second" Policy », *Zentrum Liberale Moderne*, 1^{er} décembre 2022, disponible sur : <https://libmod.de>.

10. T. Gomart, *Les Ambitions inavouées*, Paris, Tallandier, 2023, p. 282-284.

11. Voir E. Vidal, *La Fascination russe*, Paris, Robert Laffont, 2024, p. 29. Voir aussi, I. Lasserre, *Liaisons dangereuses*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2023, p. 42-43, et T. Mahler, « Guerre en Ukraine : ces "experts" qui assuraient que Poutine n'attaquerait pas », *L'Express*, 24 février 2022, disponible sur : www.lexpress.fr.

Cependant, dès 2022-2023, le président français a opéré une profonde mutation. Restituer les principales étapes et causes de ce changement d'approche constitue l'objet de ce travail.

D'illusions en échecs : la politique russe d'Emmanuel Macron, 2017-2022

Emmanuel Macron a commis trois erreurs majeures dans sa relation avec la Russie, erreurs dont il ne se départira que très progressivement, y compris après le 24 février 2022.

Premièrement, il a considéré Vladimir Poutine comme un homme pragmatique et raisonnable, capable de compromis et avec qui l'établissement d'une relation de confiance, d'« homme à homme », permettrait des avancées¹². Deuxièmement, il a sous-estimé la nature, le cynisme et la radicalité des intentions russes, qui ne sont pas tant de se faire accepter et reconnaître par l'Occident, ou encore d'équilibrer le rapport de force en Europe, que d'assouvir des ambitions impérialistes et hégémoniques¹³. Le Kremlin voit historiquement la France comme un cheval de Troie pour étendre son influence dans l'espace post-soviétique et en Europe, pour déconnecter les États-Unis et l'Europe, et pour disloquer l'architecture de sécurité euro-atlantique¹⁴. Le président français n'a donc pas mesuré l'ampleur des projets anti-français de la Russie, comme ceux, dès 2018, de nuire aux intérêts de la France en Afrique et d'y nourrir le « discours antifrçais¹⁵ », notamment *via* le groupe paramilitaire Wagner (entre 2022 et 2023, la France s'est vue contrainte de retirer ses forces armées du Mali, de la Centrafrique, du Burkina Faso, du Niger et peut-être bientôt du Tchad).

Troisièmement, Emmanuel Macron a lié son projet de « refondation » de l'Europe, d'« Europe forte » et de « souveraineté européenne », à la création d'une nouvelle architecture de sécurité entre l'Europe et la Russie¹⁶, et donc à la réussite du rapprochement avec la Russie, auquel les

12. I. Lasserre, *Liaisons dangereuses*, *op. cit.*, p. 13-25 ; E. Vidal, *La Fascination russe*, *op. cit.*

13. Voir F. Thom, *La Marche à rebours*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2021 ; D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, *op. cit.*

14. Voir M.-P. Rey, *La Russie face à l'Occident*, Paris, Flammarion, 2016 [éd. augmentée], p. 361-399.

15. A. Antil, T. Vircoulon et F. Giovalucchi, « Thématiques, acteurs et fonctions du discours anti-français en Afrique francophone », *Études de l'Ifri*, 14 juin 2023, disponible sur : www.ifri.org. Voir aussi : T. Vircoulon, « La RussAfrique à l'épreuve de la guerre », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 25 juillet 2023, disponible sur : www.ifri.org.

16. Déclaration conjointe d'Emmanuel Macron et de Vladimir Poutine, 20 août 2019, disponible sur : www.elysee.fr ; Discours du Président de la République à la conférence des ambassadeurs, 27 août 2019,

membres centraux et orientaux de l'UE ne croyaient pas et, par conséquent, ne s'associaient pas¹⁷. Le refus de ces pays d'organiser un sommet avec Vladimir Poutine à l'initiative de Paris et Berlin, à l'été 2021, sur fond de tensions avec Moscou, fut une énième illustration (comme le « format Normandie », ayant abouti à l'impasse des accords de Minsk) de cette politique non inclusive, incohérente et dangereuse pour la sécurité de l'UE et de l'OTAN¹⁸. En outre, Paris et Berlin, malgré une convergence historique sur le principe du rapprochement avec la Russie, avaient des motivations et des approches différentes. Certes, la France comme l'Allemagne étaient rétives à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, et avaient tendance à ignorer les membres européens centraux et orientaux de ces organisations, mais la nature du rapprochement à opérer avec la Russie ne faisait pas consensus¹⁹. Si Emmanuel Macron, qui considère sincèrement la Russie comme étant européenne²⁰, y voyait un moyen de ne pas pousser Moscou dans les bras de Pékin et d'accroître l'autonomie stratégique et la sécurité de l'Europe, *via* une nouvelle architecture de sécurité, Berlin, mû par une expérience et une mémoire différentes vis-à-vis de la Russie²¹, plus proche de Washington et plus attaché à l'OTAN que la France, était sur ces points plutôt sceptique et privilégiait une coopération économique et énergétique pour « normaliser » les relations avec la Russie²². Pas moins contradictoires que Paris, les gouvernements allemands successifs ont cru – ou préféré croire – que cette approche économique suffirait ; Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères de Gerhard Schröder, manifestait son incompréhension : « Mais pourquoi les Russes ne nous parlent pas d'économie ? Ils ne nous parlaient que de géopolitique.²³ » Ces divergences de vues et, en fait, d'objectifs, ont poussé Paris à s'isoler dès 2019 dans un dialogue bilatéral stérile avec Moscou, altéré après l'empoisonnement d'Alekseï Navalny en 2020²⁴.

Le président français, n'ayant rien de substantiel à offrir à la Russie, a surestimé ses propres capacités à dialoguer avec le Kremlin – révélant ainsi les limites de l'idée d'une France « puissance d'équilibre(s) » et

disponible sur : www.elysee.fr ; Discours du président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27^e promotion de l'École de guerre, 7 février 2020, disponible sur : www.elysee.fr ; A. Robert, « La Russie, une priorité française », Euractiv, 27 août 2019, disponible sur : www.euractiv.fr.

17. J. Eyal, « France, Germany and the “Russia Engagement” Game », RUSI, 29 juin 2021, disponible sur : <https://rusi.org>.

18. Voir S. Kauffmann, *Les Aveuglés*, Paris, Stock, 2023, p. 322-353, 387-392 ; *ibid.*

19. C. Marangé et S. Stewart, « French and German Approaches to Russia », *op. cit.*

20. I. Lasserre, *Liaisons dangereuses*, *op. cit.*, p. 37-39.

21. C. Chivvis, T. Rid, « The Roots of Germany's Russia Policy », *Survival*, vol. 51, n° 2, 2009, p. 105-122.

22. É.-A. Martin, « La fin d'une parenthèse heureuse. Comment la guerre d'Ukraine contraint l'Allemagne à repenser son modèle », *Notes du Cerfa*, n° 175, Ifri, septembre 2023, p. 14-15, disponible sur : www.ifri.org.

23. S. Kauffmann, *Les Aveuglés*, *op. cit.*, p. 271.

24. C. Marangé et S. Stewart, « French and German Approaches to Russia », *op. cit.*

« médiatrice ». Il fut, comme Nicolas Sarkozy en son temps²⁵, confronté à la fragilité intrinsèque d'une relation franco-russe marquée par le fossé entre les actions réelles de la France (un rapprochement avec l'OTAN et les États-Unis depuis 30 ans) et une rhétorique héritée de la guerre froide sur l'autonomie et la souveraineté²⁶. De ce point de vue, Vladimir Poutine (comme Nikita Krouchtchev à l'époque) a sûrement surestimé la volonté et la capacité de la France à modifier la *statu quo*.

Ainsi, bien qu'Emmanuel Macron se soit montré ouvert à la construction d'une nouvelle architecture de sécurité qui permettrait d'inclure la Russie et de réaliser les ambitions françaises et européennes de Paris, il a, dans le même temps, maintenu une politique de sanctions, est resté intransigeant sur les valeurs et les principes qui devaient sous-tendre ce nouvel « ordre européen » et, surtout, ne voulait pas – et ne pouvait pas, eu égard aux positions des membres centraux et orientaux de l'UE – renoncer aux partenariats de sécurité avec les États-Unis²⁷. Des conditions évidemment inacceptables pour Moscou.

L'Élysée a compris trop tard ce qu'il admettra publiquement le 21 février 2022, en qualifiant le discours de Poutine de « rigide et paranoïaque ». Ces mots lucides furent les débuts – certes modestes – d'une progressive prise de conscience du président français. Si, après le 24 février 2022, Emmanuel Macron évoque le « courage de prendre des décisions historiques²⁸ » pour aider l'Ukraine alors envahie, pour que la Russie ne puisse « jamais l'emporter²⁹ », il semble tout autant préoccupé par le fait de faire la paix (il a longtemps cru qu'il pouvait convaincre Poutine à faire un *deal*³⁰) et de gagner la paix à venir avec la Russie, de ne pas « humilier³¹ » la Russie et même d'envisager une « communauté politique européenne³² » (mai 2022), où l'Ukraine pourrait avoir sa place – ce qui revenait à écarter Kiev, au moins temporairement, du statut de candidat à l'UE. À première vue, ces manœuvres, qui ont suscité l'incompréhension, voire la suspicion des partenaires européens de la France, ont une explication simple. Dès le 24 février, face aux menaces nucléaires de Vladimir Poutine, l'Élysée a pris conscience que la France et

25. Déclaration de Nicolas Sarkozy sur les relations entre l'Union européenne et la Russie, à Évian le 8 octobre 2008, disponible sur : www.elysee.fr.

26. O. Schmitt, « The Reluctant Atlanticist: France's Security and Defence Policy in a Transatlantic Context », *op. cit.*

27. Discours d'Emmanuel Macron devant le Parlement européen, 19 janvier 2022, disponible sur : www.elysee.fr.

28. Déclaration d'Emmanuel Macron sur l'Union européenne face au conflit en Ukraine et ses conséquences pour la construction européenne, à Versailles le 11 mars 2022, disponible sur : www.vie-publique.fr.

29. Déclaration d'Emmanuel Macron sur la construction européenne et le conflit en Ukraine, à Strasbourg le 9 mai 2022, disponible sur : www.vie-publique.fr.

30. M. Mendras, « France's Autocritique of Its "Russia First, Ukraine Second" Policy », *op. cit.*

31. Discours d'Emmanuel Macron à Versailles le 11 mars 2022, *op. cit.* ; Discours d'Emmanuel Macron à Strasbourg le 9 mai 2022, *op. cit.*

32. *Ibid.*

la Russie, deux puissances nucléaires, pourraient se trouver entraînées dans une guerre continentale en Europe, deux ans après qu'Emmanuel Macron a expliqué, encore plus clairement que ses prédécesseurs, que les « intérêts vitaux » de la France comportaient une « dimension européenne³³ ». Mais, nous allons le voir, ce seul enjeu ne suffit pas à expliquer les manœuvres de Paris.

À la charnière de l'année 2022-2023, la posture française connaît un progressif changement d'approche.

33. P. Sinovets et A. Vicente, « “Nuclear Spring Is Coming” : Examining French Nuclear Deterrence in Response to Russia's Actions in Ukraine », *Note de la FRS*, n° 8, Fondation pour la recherche stratégique, 2024, disponible sur : www.frstrategie.org ; Discours d'Emmanuel Macron du 7 février 2020, *op. cit.* Sur les perspectives et les limites de la dimension européenne des intérêts vitaux français, voir H. Fayet, « Pourquoi la France ne proposera pas de “parapluie nucléaire” à l'Europe », *Le Rubicon*, 6 mars 2024, disponible sur : <https://lerubicon.org>.

Une nouvelle approche fondée sur le rapport de force

Alors que Paris continue de tenter de jouer un rôle de médiateur auprès du Kremlin, y compris après le massacre de Bucha, découvert en mars 2022, le positionnement français change progressivement. Du discours de septembre 2022 à l'Organisation des Nations unies (ONU) à la conférence de soutien à l'Ukraine du 27 février 2024, le président français a opéré une lente transformation, dans les discours comme dans les actes, au point de rompre avec des positions historiques de la France : octroi à l'Ukraine du statut de candidat à l'UE en juin 2022 et soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN en juin 2023³⁴.

Ce changement progressif d'approche s'explique en premier lieu par une prise de conscience de la nécessité, face à une radicalité objectivée de la politique russe, d'adopter une posture plus dure pour peser dans le rapport de force et contraindre Moscou à arrêter cette guerre. L'Élysée a longtemps tenté de peser sur le conflit à venir ou en cours en maniant la carotte (négociations, diplomatie du « coup de fil ») et le bâton (sanctions contre la Russie et soutien matériel à l'Ukraine). Néanmoins, Paris a été contraint de renoncer à cette approche « équilibrée » inféconde. Emmanuel Macron semble avoir progressivement compris que seul comptait le rapport de force face à Moscou. Cette nouvelle approche fut très graduellement adoptée. C'est probablement lors de son discours à l'ONU de septembre 2022 qu'il en pose les premiers jalons. Il s'y montre soucieux de justifier ses précédents efforts pour la « paix », avant et après l'invasion³⁵, et, surtout, cherche à convaincre les pays du « Sud global » de la vacuité et de l'immoralité d'un projet russe dénué de principes et de valeurs (le président évoque le retour des « colonies³⁶ »). Emmanuel Macron mentionne aussi clairement la guerre hybride « mondialisée » menée par la Russie contre l'Occident, au-delà de l'Ukraine ; une idée qui deviendra récurrente dans ses discours³⁷ et qui illustre la prise de conscience présidentielle de la radicalité et de la détermination du Kremlin.

34. C. Caulcutt, « Macron's Slow But Bold U-turn on Ukraine », Politico, 12 septembre 2023, disponible sur : www.politico.eu ; M. Mendras, « France's Autocritique of Its "Russia First, Ukraine Second" Policy », *op. cit.*

35. Discours d'Emmanuel Macron devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, 20 septembre 2022, disponible sur : www.elysee.fr.

36. *Ibid.*

37. Déclaration d'Emmanuel Macron sur le conflit en Ukraine et la défense européenne, à Munich le 17 février 2023, disponible sur : www.vie-publique.fr ; Déclaration d'Emmanuel Macron sur la

Malgré tout, en 2022, des illusions semblent persister. Ainsi, le président français mentionne par exemple devant l'ONU la possibilité d'une négociation à la condition que la « Russie l'accepte de bonne foi » (alors que la Russie a violé nombre d'accords qu'elle avait promis de respecter³⁸). Trois mois plus tard, en décembre 2022, Emmanuel Macron évoque l'importance des « garanties de sécurité » pour la Russie au moment où Moscou reviendra à la « table des négociations », en donnant du crédit aux arguments russes comme la « peur de l'OTAN » et les « déploiements d'armes qui peuvent menacer la Russie » (déploiements que Moscou avait pourtant refusé de discuter malgré l'ouverture de Washington au début de l'année 2022³⁹). Des mots difficilement effacés par une formule pourtant révélatrice de son changement d'approche, adressée le 31 décembre 2022 aux Ukrainiens : « Nous vous aiderons jusqu'à la victoire⁴⁰. »

En février 2023, seize ans après le discours virulemment anti-occidental de Vladimir Poutine à la conférence de Munich, Emmanuel Macron y prononce un discours encore plus clair qu'à l'ONU, dans la droite ligne de cette nouvelle approche qui cherche à exposer et délégitimer une politique russe en échec, irréaliste et immorale. Il y relève quatre échecs russes : celui du plan militaire russe initial ; celui de la mentalité coloniale de Moscou, en Ukraine et dans le monde (un thème encore plus exploité qu'à l'ONU) ; celui de la prévision des événements (consolidation de l'Ukraine, élargissement de l'OTAN à la Suède et la Finlande, dépendances accrues à l'égard de la Chine, défiance des autres pays) ; et celui de la promesse de Vladimir Poutine de rendre à la Russie son autorité dans le monde (un développement économique sacrifié et une suspicion des voisins⁴¹). Ce discrédit de la politique russe, amorcé à l'ONU, Emmanuel Macron s'y livrera depuis régulièrement, comme à Bratislava, en mai 2023, où il explique que ces échecs ont considérablement affaibli la Russie⁴², ainsi qu'à Paris, en février 2024, où il ajoute à cette série l'envoi d'opposants « à la mort au Goulag⁴³ ». Malgré ces « revers » qu'elle a connus, la Russie persiste dans une « fuite en avant⁴⁴ ». Outre l'effet délégitimant, la récurrence de ce thème dans le discours macronien sur la Russie illustre une double prise de conscience : d'une part, celle de la radicalité et de la détermination du Kremlin, et d'autre

coopération en matière de défense au sein de l'Union européenne, à Stockholm le 30 janvier 2024, disponible sur : www.vie-publique.fr.

38. Discours d'Emmanuel Macron le 20 septembre 2022 à l'ONU, *op. cit.*

39. P. Ricard, « Les déclarations d'Emmanuel Macron sur la Russie ulcèrent Kiev et ses alliés », *Le Monde*, 8 décembre 2022, disponible sur : www.lemonde.fr.

40. Déclaration d'Emmanuel Macron sur les réformes engagées en 2022, la solidarité avec l'Ukraine, l'ouverture des frontières de la Chine et les priorités de la politique gouvernementale pour 2023, notamment la réforme des retraites, à Paris, le 31 décembre 2022, disponible sur : www.vie-publique.fr.

41. Discours d'Emmanuel Macron à Munich du 17 février 2023, *op. cit.*

42. Déclaration d'Emmanuel Macron sur le conflit en Ukraine, l'OTAN et l'UE, à Bratislava le 31 mai 2023, disponible sur : www.vie-publique.fr.

43. Conférence de presse d'Emmanuel Macron sur le conflit en Ukraine et l'accord bilatéral de sécurité franco-ukrainien, à Paris, le 16 février 2024, disponible sur : www.vie-publique.fr.

44. *Ibid.*

part, celle de la nécessaire adaptation de la posture française pour peser sur le conflit, en misant clairement sur le rapport de force.

Emmanuel Macron reconnaît lui-même à Munich (février 2023), que l'heure n'est plus au « dialogue », que son approche vis-à-vis de la Russie a changé à cause de cette radicalité de la politique russe (invasion, crimes de guerre, destruction d'infrastructures civiles) et qu'aider l'Ukraine est le « seul moyen » de « faire revenir à la table des discussions de manière acceptable [pour l'Ukraine] » la Russie et de « construire une paix durable⁴⁵ ». Il précise ainsi, dans une interview à la presse nationale française au retour de Munich, qu'intensifier l'aide à l'Ukraine en vue d'une contre-offensive permettrait de « déclencher le retour aux négociations⁴⁶ ». S'il est encore plus direct qu'à Munich en affirmant souhaiter la « défaite » de la Russie face à l'Ukraine, il précise dans le même temps qu'il ne veut pas « défaire la Russie totalement, l'attaquer sur son sol⁴⁷ ».

À Bratislava, en mai 2023, le président français confirme sa mue. Comme à Munich, il croit aux vertus du rapport de force. Il est ainsi persuadé qu'une contre-offensive « efficace » est « indispensable » pour avoir la « possibilité » d'une « paix durable » et « choisie », justifiant ainsi un soutien à l'Ukraine « par tous les moyens » pour y parvenir⁴⁸. Pour être « crédible vis-à-vis de la Russie » et atteindre cet objectif, il évoque aussi indirectement la nécessité d'augmenter la production d'armements en Europe⁴⁹. Il ajoute qu'il faut des « garanties de sécurité solides » pour l'Ukraine, qu'il faut l'« inclure » dans une « architecture de sécurité crédible », et affirme que la Russie « en payera le prix géopolitique » si elle « persiste à vouloir déstabiliser l'Europe⁵⁰ ». Signe d'un changement majeur de la position française, le soutien par la France d'une adhésion rapide de l'Ukraine à l'OTAN semble avoir été analysé par Paris comme un moyen supplémentaire de peser dans le rapport de force et faire pression sur la Russie⁵¹. En août 2023 à l'occasion du Sommet de la Plateforme Crimée, dans un message adressé à Volodymyr Zelensky, il explicite à nouveau le but de cette nouvelle approche : face à une Russie qui s'est « enferrée dans la stratégie de la violence » et du « fait accompli », la France continue d'apporter son aide dans tous les domaines pour que « la Russie mette un terme à la guerre d'agression » et pour permettre à l'Ukraine de « l'emporter⁵² ».

45. Discours d'Emmanuel Macron à Munich le 17 février 2023, *op. cit.*

46. « Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron veut “la défaite” de la Russie, mais sans l’“écraser” », *Le Figaro* avec AFP, 18 février 2024, disponible sur : www.lefigaro.fr.

47. *Ibid.*

48. Discours d'Emmanuel Macron à Bratislava le 31 mai 2023, *op. cit.*

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*

51. C. Pietralunga et P. Ricard, « La France se résout à soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN », *Le Monde*, 20 juin 2023, disponible sur : www.lemonde.fr.

52. Message d'Emmanuel Macron adressé au président ukrainien et aux participants du Sommet de la Plateforme Crimée, sur le conflit en Ukraine, le 23 août 2023, disponible sur : www.vie-publique.fr.

Pourquoi la nouvelle approche ?

Cette nouvelle approche progressivement adoptée par la France, esquissée à l'ONU, approfondie à Munich et confirmée à Bratislava, est évidemment pluricausale. On l'a dit, elle est le fruit d'une prise de conscience progressive, celle de la radicalité et de la détermination du Kremlin. Cela s'est accompagné d'une présentation (et d'une vision ?) plus lucide de la politique russe contemporaine, des véritables objectifs et du cynisme de Moscou. Rappelons qu'en 2019, Emmanuel Macron analysait à tort l'érosion des relations russo-occidentales comme le fruit d'une « série de malentendus » dans les années 1990-2000, lorsque l'Europe n'avait « pas poursuivi de stratégie propre » et donnait le sentiment d'être un « cheval de Troie d'un Occident dont le but final était de détruire la Russie⁵³ ». Le président français, nous l'avons vu, a continué de proposer, jusqu'en décembre 2022, cette lecture d'une politique étrangère russe largement déterminée « par les facteurs externes⁵⁴ ». Ces éléments du discours d'Emmanuel Macron sur la Russie, auxquels le président a probablement cru en partie et croit peut-être toujours⁵⁵, étaient compatibles avec sa politique de rapprochement et d'inclusion entre l'Europe et la Russie, ainsi qu'avec la construction d'une Europe plus souveraine et plus forte, moins dépendante (mais pas déconnectée) de l'OTAN et des États-Unis.

Le récit d'Emmanuel Macron semble changer (ou s'adapter) en 2023. Ainsi, le président français admet à Bratislava que les tentatives russes de « bousculer » et « remodeler selon ses termes [...] l'édifice de sécurité européenne [durent] depuis 15 ans », du discours de Munich en 2007 aux agressions de la Géorgie et de l'Ukraine, en passant par la « vassalisation rampante » de la Biélorussie⁵⁶. Il comprend que l'ultimatum russe de décembre 2021 traduisait les vrais objectifs de la Russie, à savoir une « mise sous tutelle [d'une] partie de l'Europe⁵⁷ », et que l'ordre international proposé par Moscou est en réalité celui de son hégémonie⁵⁸. Le président estime également que la Russie mise sur la division de l'Occident, *via* « telle ou telle élection », sur la « lassitude des opinions » pour geler le conflit et

53. Discours d'Emmanuel Macron du 27 août 2019, *op. cit.*

54. H. Adomeit, « Une politique russe à la française pour l'Europe ? Irréaliste et contradictoire », *Politique étrangère*, vol. 85, n°1, Ifri, mars 2020, p. 84-85.

55. I. Lasserre, *Liaisons dangereuses*, *op. cit.*, p. 13-25, 32-35.

56. Discours d'Emmanuel Macron à Bratislava le 31 mai 2023, *op. cit.*

57. *Ibid.*

58. Discours d'Emmanuel Macron à l'ONU le 20 septembre 2022, *op. cit.*

recommencer la guerre « demain ou après-demain⁵⁹ ». Cette vision plus fine de la politique étrangère russe – bien qu'encore (à dessein ?) superficielle (sous-estimation des continuités historiques dans l'impérialisme et l'anti-occidentalisme de la Russie) – s'avérerait plus compatible avec la nouvelle stratégie européenne du président (voir ci-dessous).

En outre, Emmanuel Macron semble avoir progressivement pris conscience d'avoir été leurré par Vladimir Poutine, avec lequel il a longtemps pensé qu'une relation de confiance serait possible et utile. Néanmoins, il serait injuste de voir dans la politique russe du président français un excès de naïveté et de faiblesse. Dès 2017, Emmanuel Macron a montré, dans ses discours comme dans ses actes, qu'il était conscient de la nature du régime russe et de ses actions hostiles – il avait la double expérience du quinquennat de François Hollande et de son élection présidentielle dans laquelle Moscou s'était ingérée⁶⁰. En 2019, à Brégançon, si le président français poursuit son rapprochement avec Vladimir Poutine, il n'hésite pas à faire mouiller dans la baie la frégate *Languedoc* qui avait tiré des missiles en Syrie en 2018, après une attaque chimique de Damas⁶¹. En 2020, après la tentative d'empoisonnement d'Alexeï Navalny, Emmanuel Macron est conscient que Vladimir Poutine le trompe avec cynisme et nonchalance, en suggérant que l'opposant russe ait lui-même ingurgité le poison⁶². Ainsi, contrairement à ce que le président français affirme lui-même à Munich en 2023, il est très peu probable qu'il ait réellement pu croire, jusqu'à ce que la guerre « explicite » l'« ambiguïté », aux mensonges de Poutine sur l'absence de lien entre le Kremlin et Wagner⁶³. En outre, Paris a rapidement déployé trois sous-marins nucléaires suite à l'invasion de l'Ukraine (une manœuvre inédite depuis trente ans) et a continué ses exercices stratégiques pour montrer à Moscou que le dialogue se déroulerait « entre puissances nucléaires égales⁶⁴ ».

En revanche, Emmanuel Macron semble s'être bercé d'illusions en croyant pouvoir, grâce à une relation de confiance, infléchir certaines positions de Vladimir Poutine, l'empêcher de déclencher la guerre contre l'Ukraine et le pousser à la paix⁶⁵. C'est probablement en ce sens qu'il faut comprendre le commentaire de Volodymyr Zelensky à la presse française disant que le président français avait compris qu'il avait été « trompé personnellement⁶⁶ » par Vladimir Poutine. Si l'Élysée a continué de

59. Discours d'Emmanuel Macron à Bratislava le 31 mai 2023. Il le répétera lors de la conférence de presse à Paris le 16 février 2024, *op. cit.*

60. C. Marangé et S. Stewart, « French and German Approaches to Russia », *op. cit.*

61. I. Lasserre, *Liaisons dangereuses*, *op. cit.*, p. 32.

62. *Ibid* p. 35-36.

63. Discours d'Emmanuel Macron à Munich le 17 février 2023.

64. P. Sinovets et A. Vicente, « “Nuclear Spring Is Coming”: Examining French Nuclear Deterrence in Response to Russia's Actions in Ukraine », *op. cit.*

65. I. Lasserre, *Liaisons dangereuses*, *op. cit.*, p. 13-25, 32-35.

66. C. Gatinois, C. Pietralunga *et al.*, « Guerre en Ukraine : la métamorphose d'Emmanuel Macron, colombe devenue faucon », *Le Monde*, 14 mars 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

s'entretenir avec le président russe après le 24 février 2022, Emmanuel Macron s'est lassé et a fini par cesser de le faire, avec une ultime conversation sur la centrale nucléaire de Zaporija en septembre 2022, soit le mois de son discours à l'ONU⁶⁷. Un ancien ministre parle de « radicalisation par déception⁶⁸ ». L'abus par la Russie de la rhétorique nucléaire ainsi que la réponse franche et efficace apportée à une énième menace nucléaire russe par Washington, Londres et Paris, par des canaux privés, à l'automne 2022 (représailles conventionnelles des trois pays en cas d'emploi⁶⁹), ont probablement contribué à convaincre Emmanuel Macron de l'importance du rapport de force dans la relation avec la Russie.

Si tout cela a certainement joué un rôle fondamental, le projet européen d'Emmanuel Macron, étroitement lié à ce qui précède, fut probablement déterminant. Avec ses positionnements, ses réserves et sa conception d'une France « puissance d'équilibre(s) » et « médiatrice », le président français n'a eu de cesse de s'isoler en Europe et de conforter le scepticisme des membres centraux et orientaux de l'UE à l'égard de son projet européen⁷⁰, lequel se trouve pourtant au cœur de ses ambitions. Il a longtemps espéré et même cru, nous l'avons vu plus haut, que la construction d'une Europe souveraine et forte passerait par l'arrimage de la Russie au continent *via* une nouvelle architecture de sécurité, plus autonome mais pas en rupture, et encore moins rivale des structures euro-atlantiques. Cela explique sûrement en grande partie les démarches de paix avant et après l'invasion, les réserves et les « petites phrases » d'Emmanuel Macron, y compris après le 24 février – alors même que l'invasion donnait raison à la Pologne et aux pays Baltes – et jusqu'en décembre 2022 au moins⁷¹. Cette croyance ne tenait compte ni des intentions russes, ni des craintes pourtant légitimes des membres orientaux et centraux de l'UE et de l'OTAN. Emmanuel Macron n'a probablement pas renoncé à une nouvelle architecture de sécurité incluant d'une façon ou d'une autre Moscou⁷², mais il semble avoir progressivement compris que la construction d'une Europe forte et souveraine devait d'abord et avant tout

67. *Ibid.*

68. *Ibid.*

69. P. Sinovets et A. Vicente, « “Nuclear Spring Is Coming”: Examining French Nuclear Deterrence in Response to Russia's Actions in Ukraine », *op. cit.*

70. R. Kuokštytė, « La perception de la France par les pays baltes : quels obstacles pour parvenir à un rapprochement sécuritaire ? », *Le Rubicon*, 11 juillet 2023, disponible sur : <https://lerubicon.org>.

71. Voir les propos de J.-Y. Le Drian et d'une source diplomatique : I. Lasserre, *Liaisons dangereuses*, *op. cit.*, p. 22-23.

72. Voir le discours à Munich (17/02/2023) où Emmanuel Macron affirme qu'une « paix durable et complète » en Europe exige de « [savoir] embrasser la question russe ». Voir aussi son discours à Bratislava (31/05/2023), où il évoque une nécessaire « cohabitation » avec la « Russie de demain », qu'il conditionne néanmoins à une Ukraine « respectée dans ses droits » et à un « droit international rétabli ». Emmanuel Macron estime que l'absence de « fantasme impérial » en Europe conditionne toute « organisation future de la paix ». À Stockholm (30/01/2024), il explique qu'il n'y a « pas d'avenir » sans « nouvelle architecture de sécurité », qui est « essentielle » et qu'il ne faut « pas déléguer aux grandes puissances », même si l'OTAN en fera partie ».

passer par les membres de l'UE, et notamment par ses membres centraux et orientaux, que la politique française (y compris macronienne) a souvent négligés au profit d'un rapprochement avec Moscou.

C'est à Bratislava, en juin 2023, que le président français l'exprimera le plus crûment, en détournant la fameuse formule de Jacques Chirac adressée à ces pays qui s'opposaient, en 2003, à la coalition Paris-Berlin-Moscou contre la guerre en Irak : « Nous avons parfois perdu des occasions d'écouter. Ce temps est révolu et aujourd'hui, cette voix doit être notre voix à tous.⁷³ » Symboliquement, Emmanuel Macron a semblé faire le deuil de l'axe Paris-Berlin-Moscou de 2003, « dernier moment gaullien de la diplomatie française⁷⁴ ».

Si le président français en est progressivement venu à adopter cette approche plus cohérente, c'est aussi probablement parce qu'il a, dès le début, vu dans cette guerre une opportunité pour consolider l'Europe. Emmanuel Macron affirme dès mars 2022 à Versailles que cette « crise » montre combien la souveraineté européenne devient « aujourd'hui » un « impératif⁷⁵ ». Il l'affirme encore à Strasbourg en se félicitant que l'Europe se soit ressaisie ces dernières années après une longue « crise de sens » et en rappelant le danger de ne pas répondre assez « fort et vite » aux crises (financière, la pandémie, la guerre) à cause d'un manque d'indépendance stratégique⁷⁶. À Bratislava, il se félicite que la guerre ait montré « l'unité, la clarification idéologique de l'UE et aussi sa clarté [...] à l'égard de l'Ukraine » et insiste sur la création d'une Europe de la défense qui, seule, permettra d'être « crédible dans la durée⁷⁷ ». À Stockholm, en janvier 2024, Emmanuel Macron l'affirme encore plus crûment : l'agression de la Russie, « par bonheur », a « fait partie du point de déclenchement vers plus de souveraineté en Europe⁷⁸ ». Pour convaincre, dans un contexte de renforcement de la légitimité politique de l'OTAN depuis 2022, le président français sait tirer parti des incertitudes liées à la stabilité du lien transatlantique, affectée par de possibles changements à la tête des États-Unis qui rendent « indispensable » la création d'une Europe de la défense, ce « pilier européen » de l'OTAN⁷⁹.

73. Discours d'Emmanuel Macron à Bratislava le 31 mai 2023.

74. T. Gomart, *Les Ambitions inavouées*, *op. cit.*, p. 284.

75. Discours d'Emmanuel Macron à Versailles le 11 mars 2022, *op. cit.*

76. Discours d'Emmanuel Macron à Strasbourg le 9 mai 2022, *op. cit.*

77. Discours d'Emmanuel Macron à Bratislava le 31 mai 2023, *op. cit.*

78. Discours d'Emmanuel Macron à Stockholm le 30 janvier 2024, *op. cit.*

79. Discours d'Emmanuel Macron à Bratislava le 31 mai 2023, *op. cit.* Voir aussi S. Faure, « Une idée incertaine de l'Europe. Comprendre les ambiguïtés stratégiques d'Emmanuel Macron », *op. cit.*, p. 157-158.

Un tournant dans la nouvelle approche ?

Cependant, cette nouvelle approche connaît un tournant en janvier 2024, qui s'imposera en février-mars. Le président français affirme à Stockholm, pour la première fois de façon aussi déterminée, qu'il est « impossible de voir la Russie gagner cette guerre » et qu'il faut soutenir l'Ukraine « quoi qu'il en coûte, et à tout prix⁸⁰ ». Pour que les Ukrainiens soient en « situation de négocier une paix durable », affirme Emmanuel Macron, il faut accélérer et intensifier l'effort « en termes de production » et, précise-t-il, en faisant la première allusion probable à des troupes au sol, « peut-être en termes de nature⁸¹ ». Au moment de la signature de l'accord bilatéral franco-ukrainien, le 16 février, à Paris, le président français durcit encore son discours. Il perçoit un tournant dans la radicalité de la Russie, notamment contre l'Europe et la France, un « changement de posture », de « nature », des « seuils franchis », une « nouvelle phase » ouverte depuis quelques mois par une Russie sans limites, dont les actions se sont « multipliées, systématisées et intensifiées » (actions cyber et informationnelles)⁸². C'est à ce nouveau niveau de radicalité agressive que Paris essaye de répondre pour tenter, comme lors du changement d'approche (2022-2023), de peser dans le rapport de force : Emmanuel Macron invite ainsi à un « sursaut collectif » et, dans la droite ligne de son discours à Stockholm, évoque la nécessité d'« ouvrir une phase de réflexion stratégique et opérationnelle nouvelle⁸³ ».

À l'issue de la conférence de soutien à l'Ukraine du 27 février 2024, le président français, considérant la radicalité accrue de la Russie et la nécessité de faire « tout ce qui nécessaire aussi longtemps que nécessaire » pour que l'Ukraine puisse « négocier dans les meilleures conditions la paix et [obtenir] le retour à sa souveraineté pleine et entière et à son intégrité territoriale », se montre plus explicite encore⁸⁴. S'il reconnaît qu'aucun « consensus » n'existe pour l'envoi « officiel », « assumé » et « endossé » de « troupes au sol », il affirme qu'« en dynamique, rien ne doit être exclu », que « tout est possible, si c'est utile pour atteindre notre objectif⁸⁵ ».

80. Discours d'Emmanuel Macron à Stockholm le 30 janvier 2024, *op. cit.*

81. *Ibid.*

82. Conférence de presse d'Emmanuel Macron à Paris le 16 février 2024, *op. cit.*

83. *Ibid.*

84. Conférence de presse d'Emmanuel Macron à l'issue de la Conférence de soutien à l'Ukraine, 27 février 2024, disponible sur : www.elysee.fr.

85. *Ibid.*

À la mi-mars 2024, Emmanuel Macron confirme sa vision de la radicalité accrue de la politique russe et défend l'indispensable réponse pour peser dans le rapport de force – le président lui-même objective ce lien en expliquant que c'est le changement « profond » des « derniers mois » qui l'a « conduit à dire cela [à savoir évoquer les troupes au sol]⁸⁶ ». Il parle ainsi d'une « guerre existentielle pour notre Europe et pour la France » menée par un pays et un homme, Vladimir Poutine, qui ment, ne veut pas la paix et ne s'arrêterait pas à l'Ukraine⁸⁷. Ramener la paix, affirme-t-il, nécessite de ne « pas être faible », d'être « crédible, fort et prêt⁸⁸ ».

Pourquoi le président français a-t-il accentué la pression et cherché à intensifier le soutien à l'Ukraine ?

On l'a dit, il y a un constat clair d'un accroissement de la radicalité et de la détermination du Kremlin avec, depuis plusieurs mois, une multiplication des actions hostiles de la Russie contre l'Europe et la France : des attaques cybernétiques, y compris contre des hôpitaux, des campagnes de désinformation organisées par des réseaux comme « Portal Kombat », des fausses informations comme celle évoquant des mercenaires français en Ukraine, ou encore des actions militaires intimidantes⁸⁹. La radicalité politique intérieure russe aussi, avec la mort d'Alexeï Navalny (février) – même si Emmanuel Macron ne se faisait pas d'illusions sur la possibilité qu'une force démocratique prenne le pouvoir en Russie⁹⁰. Un tweet menaçant de Dmitri Medvedev contre le président français, qui devait se rendre en Ukraine (février), a par ailleurs été analysé à l'Élysée comme une menace de mort⁹¹. De même, les déclarations de Donald Trump (en février également) selon lesquelles il pourrait ne pas protéger un membre de l'OTAN agressé, et même qu'il encouragerait l'agresseur, ont probablement aussi joué un rôle⁹².

Mais le plus important n'est probablement pas là. L'hypothèse d'un envoi de troupes au sol aurait déjà fait l'objet d'une réunion lors d'un conseil de défense, le 12 juin 2023 à l'Élysée⁹³. On l'a vu, cette possibilité est en outre déjà évoquée en creux dans son discours de Stockholm. La dégradation du front semble, en privé, depuis la fin de l'année 2023⁹⁴, avoir inquiété Emmanuel Macron, ce qu'il exprime très directement en mars 2024 : « La contre-offensive ukrainienne ne s'est pas passée comme

86. Interview d'Emmanuel Macron sur France 2 et TF1, 14 mars 2024, disponible sur : www.youtube.com.

87. *Ibid.*

88. *Ibid.*

89. « Guerre en Ukraine : la métamorphose d'Emmanuel Macron, colombe devenue faucon », *op. cit.*

90. « Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron veut “la défaite” de la Russie, mais sans l’“écraser” », *op. cit.*

91. « Guerre en Ukraine : la métamorphose d'Emmanuel Macron, colombe devenue faucon », *op. cit.*

92. « Donald Trump dit que ses menaces contre l'OTAN étaient une “manière de négocier” avec ses membres », *Le Monde* avec AFP, 19 mars 2024, disponible sur : www.lemonde.fr. Macron évoque la possible perte du soutien américain à Stockholm (30/01/2024) ainsi qu'à Paris (16/02/2024).

93. « Guerre en Ukraine : la métamorphose d'Emmanuel Macron, colombe devenue faucon », *op. cit.*

94. *Ibid.*

attendu [...], la situation est difficile sur le terrain pour les Ukrainiens⁹⁵. » Il aurait d'ailleurs confié en privé, en février 2024, qu'il « devra » envoyer des hommes à Odessa « dans l'année qui vient⁹⁶ ». La pérennité du projet européen semble, à ses yeux, intimement liée au soutien, au maintien voire à une forme de victoire de l'Ukraine. Le président français estime que la « défaite » (même mot utilisé que lors de son entretien avec *Le Figaro* après Munich) de la Russie est « indispensable à la sécurité et à la stabilité en Europe⁹⁷ » et même à la « crédibilité⁹⁸ » de l'Europe.

La forme de la déclaration d'Emmanuel Macron sur un envoi « assumé » de « troupes au sol » est probablement maladroite, de même que la gestion de ce « moment » par la suite en France (des déclarations contradictoires sur le « personnel non combattant ») par des officiels français, et par le président français lui-même, contraint d'adopter un langage difficile à maîtriser en Occident. Emmanuel Macron avait déjà fait l'expérience de cette difficulté, en octobre 2022, avec sa réponse malavisée à une question sur la réaction de la France à une éventuelle attaque nucléaire tactique russe en Ukraine⁹⁹. De même, une concertation avec les autres alliés et soutiens de l'Ukraine aurait dû être menée en amont.

Le président français a-t-il voulu briser un tabou ? Lui qui a longtemps tu ses désaccords avec Berlin sur le Nord Stream 2 pour ne pas altérer la relation franco-allemande¹⁰⁰, a-t-il cherché à résoudre publiquement des blocages internes, comme le laissent supposer ses critiques acerbes contre l'Allemagne¹⁰¹, qui, pour le moment, refuse de fournir les missiles Taurus et s'oppose à tout emprunt européen commun – une idée soutenue par Emmanuel Macron – destiné à l'achat de munitions et d'armes pour l'industrie de défense européenne et l'Ukraine ? Comme pour Paris, entre le 21 et le 24 février 2022, le réveil de Berlin fut douloureux. Toutefois, bien que le gouvernement allemand d'Olaf Scholz ait affiché un changement de paradigme, il a longtemps hésité et refusé de prendre des initiatives dans le soutien à l'Ukraine, alors que les États-Unis, la Grande-Bretagne et les pays de l'Est prenaient les devants¹⁰². Si l'Élysée n'a pas réagi très différemment dans un premier temps, avec des manœuvres dilatoires et prudentes, il a progressivement estimé que l'avenir du projet européen, la création d'une Europe forte et souveraine passerait par un soutien crédible, massif et durable à l'Ukraine.

95. Interview d'Emmanuel Macron à France 2 et TF1, le 14 mars 2024, *op. cit.*

96. « Guerre en Ukraine : la métamorphose d'Emmanuel Macron, colombe devenue faucon », *op. cit.*

97. Conférence de presse d'Emmanuel Macron à l'issue de la Conférence de soutien à l'Ukraine, *op. cit.*

98. Interview d'Emmanuel Macron à France 2 et TF1, le 14 mars 2024, *op. cit.*

99. P. Sinovets et A. Vicente, « “Nuclear Spring Is Coming”: Examining French Nuclear Deterrence in Response to Russia's Actions in Ukraine », *op. cit.*

100. S. Kauffmann, *Les Aveuglés*, *op. cit.*, p. 261-266.

101. Conférence de presse d'Emmanuel Macron du 27 février 2024, *op. cit.* ; Discours d'Emmanuel Macron à la communauté française en République tchèque, 5 mars 2024, disponible sur : www.elysee.fr.

102. S. Plokhly, *La Guerre russo-ukrainienne*, Paris, Gallimard, 2023, p. 280-286.

Conclusion

Ces maladroites n'enlèvent probablement rien au sérieux de la conviction du président français quant à son soutien à l'Ukraine, tandis que certains l'accusent à tort ou trop vite d'être versatile, voire irrationnel, ou tout simplement cynique pour des raisons politiques nationales. Emmanuel Macron a fait de sérieuses erreurs d'appréciation et a été, comme d'autres avant lui, victime du mirage du rapprochement avec la Russie, en sous-estimant, en outre, la fragilité et les faibles perspectives structurelles de la relation franco-russe. Toutefois, il a non seulement publiquement reconnu ses erreurs, mais il a aussi changé – certes, très progressivement – pour mieux atteindre ses objectifs politiques, où le projet européen tient une place centrale et d'où, de surcroît, il n'exclut pas la Russie pour toujours. La nouvelle approche du président français ne rime d'ailleurs pas avec une absence de contacts entre Paris et Moscou, comme l'ont montré les récents échanges entre le ministre des Armées français et son homologue russe après l'attentat du Crocus City Hall. Mais leur manipulation par le Kremlin et les commentaires « baroques et menaçants » qu'en firent les Russes en ont montré les limites¹⁰³. Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, a récemment pris acte de ces limites en des termes très évocateurs de la nouvelle approche d'Emmanuel Macron : la France n'a pas « intérêt » à discuter avec les responsables russes ; il « faut avoir une évolution sur le terrain militaire pour que les relations puissent se renouer ». « Il nous faut parler la même langue que la Russie, celle du rapport de force », affirmait-il un mois plus tôt¹⁰⁴.

Dorénavant, bien que des décisions importantes – et impensables il y a encore deux ans – aient déjà été prises par l'Élysée et l'UE depuis le 24 février, Paris doit s'efforcer de réduire le fossé entre ses actions réelles et ses discours, dont ceux sur l'« économie de guerre¹⁰⁵ », sans attendre que l'Europe finance l'industrie de défense française. Cela permettrait d'équilibrer les efforts entre les alliés – l'Allemagne aura probablement produit 10 à 15 fois plus d'obus de 155 millimètres que la France en 2024 –, d'être une force d'émulation parmi les soutiens de l'Ukraine en Europe et de

103. « Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron dénonce des propos “baroques et menaçants” des Russes après le contact entre ministres de la Défense », *France Info* avec AFP, 4 avril 2024, disponible sur : www.francetvinfo.fr.

104. Entretien avec S. Séjourné, « Stéphane Séjourné : “Tenir tête à la Russie, c'est le vrai patriotisme” », *La Tribune*, 10 mars 2024, disponible sur : www.latribune.fr.

105. S. Faure, « Dix leviers pour rendre l'Europe de la défense “plus forte” », *Le Rubicon*, 29 février 2024.

rassurer les partenaires européens. De tels efforts ne peuvent que renforcer la crédibilité de la France et donc de ses projets d'Europe de la défense et d'autonomie stratégique européenne, crédibiliser une posture dissuasive plus active que réactive, augmenter les chances de l'Ukraine de tenir Moscou en échec et ainsi contribuer à peser dans le rapport de force, en créant de réels dilemmes à la Russie. Celle-ci ne s'est jamais privée d'en créer à l'Occident ; et le prochain, si l'Europe échoue à soutenir l'Ukraine, sera peut-être le « dernier » et pourrait aboutir à une guerre générale ou au discrédit des structures européennes et euro-atlantiques. Être confronté à un tel dilemme reviendrait à une défaite pour l'Europe ; mais le meilleur moyen de l'éviter est que Moscou la croie prête à le trancher courageusement, et cela passe par un soutien massif et durable à l'Ukraine. Il semble que c'est cette conviction que le président français a fini par acquérir.

Les dernières publications de *Russie.Eurasie.Visions*

- ▀ [V. Inozemtsev, « Asie centrale : une occasion historique à saisir », n° 132, Ifri, décembre 2023.](#)
- ▀ [R. Genté, « Géorgie, un autre front de la Russie », n° 131, décembre 2023.](#)
- ▀ [P. Baev, « Les nouveaux défis de la Russie sur le théâtre européen de la Baltique et du Nord », n° 130, novembre 2023.](#)
- ▀ [V. Inozemtsev, « L'exode du siècle : une nouvelle vague d'émigration russe », n° 129, juillet 2023.](#)
- ▀ [F. Parmentier, « Moldavie : un système politique sous tension. Entre aspirations européennes et guerre en Ukraine », n° 128, mai 2023.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « La Russie en guerre et le monde musulman », n° 127, janvier 2023.](#)
- ▀ [D. Minic, « Invasion russe de l'Ukraine : une rupture politico-stratégique ? », n° 126, Ifri, mars 2022.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « L'islam de Russie. Équilibrer sécurisation et intégration », n° 125, Ifri, décembre 2021.](#)
- ▀ [S. Sukhankin, « Kaliningrad, bastion ou maillon faible de la Russie post-Crimée ? », n° 124, Ifri, septembre 2021.](#)
- ▀ [V. Inozemtsev, « Russie : les difficultés économiques peuvent-elles fragiliser le système politique ? », n° 123, Ifri, août 2021.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « Soft power russe : sources, cibles et canaux d'influence », n° 122, Ifri, avril 2021.](#)
- ▀ [B. Lo, « La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation », n° 121, Ifri, mars 2021.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org